

« Un avion des insurgés a été abattu »

Orwell, l'OTAN et la guerre contre la Libye

par Domenico Losurdo*

Les mots ont-ils encore un sens ? En lisant des articles sur la guerre de Libye dans la presse anglo-saxonne et italienne, Domenico Losurdo a été frappé par l'inversion des signifiés. La propagande de l'OTAN, comme celle imaginée par George Orwell dans son célèbre roman d'anticipation, passe d'abord par un grossier trucage sémantique.

4 AVRIL 2011

Depuis
Urbin (Italie)

Pays
● Libye

Thèmes
● Communication



Image extraite du film « 1984 » de Michael Radford, d'après l'œuvre de George Orwell.

En 1949, tandis que fait rage une guerre froide qui risque de se transformer d'un moment à l'autre en holocauste nucléaire, George Orwell publie son dernier livre et plus célèbre roman : *1984*. Si le titre donne dans l'anticipation, la cible est clairement constituée par l'Union Soviétique, représentée comme le « *Grand frère* » totalitaire, qui rend vaine toute possibilité de communication, en subvertissant le langage et en créant une « *novlangue* » (*newspeak*), dans le cadre de laquelle tout concept se renverse en son contraire. En publiant son roman l'année même de la fondation de l'OTAN (l'organisation militaire qui prétendait défendre même la cause de la morale et de la vérité), Orwell apportait ainsi sa brave contribution à la campagne de l'Occident. Il ne pouvait certes pas imaginer que sa dénonciation allait se révéler beaucoup plus pertinente pour décrire la situation advenue, quelques années seulement après 1984, avec la fin de la Guerre froide et le triomphe des USA. De même que sa surpuissance militaire, la superpuissance multimédiatique de l'Occident ne semble pas non plus rencontrer d'obstacle : le renversement de la vérité vient s'imposer par un bombardement multimédiatique incessant et omniprésent, de caractère absolument totalitaire. C'est ce qui émerge clairement de la guerre en cours en Libye.

Guerre

En effet, est à l'œuvre ici le plus puissant appareil militaire jamais vu dans l'histoire ; à coup sûr, les victimes civiles des bombardements de l'OTAN ne manquent pas ; on utilise des armes (à l'uranium appauvri) dont l'impact est destiné à durer dans le temps ; dans le déchaînement des hostilités et dans la conduite des opérations militaires, outre les USA, se distinguent deux pays, la France et le Royaume-Uni, qui ont derrière eux une longue histoire d'expansion et de domination coloniale au Proche-Orient et en Afrique ; nous sommes dans une aire riche en pétrole

et les experts et moyens d'information les plus autorisés sont déjà à l'analyse de la nouvelle organisation géopolitique et géo-économique. Et, cependant —nous assurent Obama, ses collaborateurs et ses alliés et subalternes— il ne s'agit pas de guerre, mais d'une opération humanitaire qui vise à protéger la population civile et qui en outre est autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

En réalité, tout comme à l'égard de ses victimes, l'OTAN procède à l'égard de la vérité aussi de façon absolument souveraine. En premier lieu, il faut noter que les opérations militaires de l'Occident ont commencé avant et sans l'autorisation de l'ONU. Dans le *Sunday Mirror* du 20 mars, Mike Hamilton révélait que depuis « *trois semaines* » opéraient déjà en Libye « *des centaines* » de soldats britanniques, encadrés dans un des corps militaires les plus sophistiqués et redoutés du monde (SAS) ; parmi eux se trouvaient « *deux unités spéciales appelées "Smash" à cause de leur capacité destructive* » [1]. Donc, l'agression avait déjà débuté, d'autant plus que collaboraient avec les centaines de soldats britanniques des « *petits groupes de la CIA* », dans le cadre d' « *une vaste force occidentale agissant dans l'ombre* » voulue par « *l'administration Obama* » chargée, toujours « *avant le déclenchement des hostilités le 19 mars* », d'« *approvisionner les rebelles et de saigner à blanc l'armée de Kadhafi* » [2]. Il s'agit d'opérations d'autant plus remarquables qu'elles sont conduites dans un pays déjà fragile en lui-même à cause de sa structure tribale et du dualisme de longue date entre Tripolitaine et Cyrénaïque.

Deuxièmement, même quand ils s'adressent à l'ONU, les USA et l'Occident continuent à se réserver le droit de déclencher des guerres sans autorisation du Conseil de sécurité : c'est par exemple ce qui s'est produit en 1999 à l'occasion de la guerre contre la Yougoslavie et en 2003 pour la deuxième guerre contre l'Irak. Aucune personne censée ne qualifierait à présent de « *démocratique* » un gouvernement qui s'adresserait à son Parlement avec ce discours : je vous invite à me donner votre confiance, mais même sans votre confiance je continuerais à gouverner comme je considère que c'est le mieux... C'est dans ces termes que les USA et l'Occident s'adressent à l'ONU ! C'est-à-dire que les votes qui se déroulent au Conseil de sécurité sont régulièrement pervertis par le chantage constant auquel ont recours les États-Unis et l'Occident.

Troisièmement : dès qu'ils ont eu arraché au Conseil de sécurité (grâce au chantage décrit ci-dessus) la résolution désirée, les USA et l'Occident se sont hâtés de l'interpréter de façon souveraine : l'autorisation d'imposer une zone d'exclusion aérienne en Libye devient de fait une autorisation d'imposer une sorte de protectorat.

Mais si puissant soit-il, l'appareil multimédiatique des agresseurs ne parvient pas à occulter la réalité de la guerre. Et pourtant, la novlangue s'obstine à nier l'évidence : elle préfère parler d'opération de police internationale. Mais il est intéressant de noter l'histoire de cette catégorie. Renouant avec la doctrine Monroe, qu'il a réinterprétée et radicalisée, en 1904 Theodore Roosevelt (président des États-Unis) théorise un « *pouvoir de police internationale* » que la « *société civilisée* » doit exercer sur les peuples coloniaux et qui, en ce qui concerne l'Amérique latine, revient aux États-Unis. Nous voici ramenés à la réalité du colonialisme et des guerres du colonialisme, à la réalité que la novlangue essaie de refouler.

Nous trouvons malheureusement au premier rang de la promotion de la novlangue et du renversement de la vérité le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, plus éloquent que tout autre dans la démonstration que ce qui est en cours en Libye... n'est pas une guerre ! S'il laissait un tant soit peu ré-affleurer ses souvenirs de militant communiste, il comprendrait que le refoulement, tenté, de la guerre est en réalité une confession. Comme l'avait expliqué Lénine en son temps, les grandes puissances ne considèrent pas leurs expéditions coloniales comme des guerres, et cela non seulement à cause de l'énorme disproportion des forces entre les deux parties en présence sur le terrain, mais aussi parce que les victimes « *ne méritent même pas l'appellation de peuples (les Asiatiques et les Africains seraient-ils peut-être des peuples ?)* » [3].



Titre du Corriere della Sera du 20 mars (p. 6) : « Benghazi brûle. Heures de bataille dans la cité rebelle. Sus à l'ennemi. Un avion des insurgés abattu ».

Civils



La guerre, soit l'opération de « *police internationale* », déchaînée contre la Libye vise à protéger les « *civils* » du massacre projeté par Kadhafi. Sauf que la novlangue est immédiatement démentie par les organes mêmes de la presse qui est engagée à la diffuser. Le *Corriere della Sera* du 20 mars affiche la photo d'un avion précipité en flammes dans le ciel de Bengazi. La légende de la photo et l'article qui la commente (de Lorenzo Cremonesi) expliquent qu'il s'agit d'un « *chasseur* » piloté par un des « *pilotes les plus experts* » à disposition des rebelles et qu'il est abattu par des « *missiles terre-air de Kadhafi* ». Loin d'être désarmés, les révoltés disposent d'armes sophistiquées et s'avèrent, de plus, assistés depuis le début par la CIA et autres services secrets, par « *une ample force occidentale qui agit dans l'ombre* » et par

des corps spéciaux britanniques fameux ou redoutés à cause de leur « *capacité destructive* ». Serait-ce là les « *civils* » ? Maintenant, avec l'intervention d'une puissante force internationale, c'est plutôt le front d'en face qui s'avèrerait substantiellement désarmé.

Mais une réflexion ultérieure peut être opportune sur la catégorie dont nous discutons ici. Comme l'observe Avishai Margalit, un enseignant de l'Université hébraïque de Jérusalem, le gouvernement israélien inclut aussi le « *lancer de pierres* » dans le compte officiel des « *attaques terroristes hostiles* ». Et —on le sait— contre les terroristes on ne peut pas s'arrêter à mi-chemin. Dans la plus éminente presse étasunienne (International Herald Tribune) nous pouvons lire le récit de « *scènes exaspérantes de mort* », qui s'avèrent « *alors qu'un char d'assaut et un hélicoptère israélien ouvrent le feu sur un groupe de manifestants palestiniens, enfants compris, dans le camp de réfugiés de Rafah* ». Oui, même un enfant qui jette des pierres contre l'armée d'occupation peut être considéré et traité comme un « *terroriste* ». Leah Tsemel, une avocate israélienne engagée dans la défense de Palestiniens, rapporte le cas d'« *un enfant de dix ans tué près d'un check-point à la sortie de Jérusalem par un soldat à qui il avait simplement lancé une pierre* » [4]. Ici la novlangue célèbre son triomphe : un pilote expert qui combat aux commandes d'un avion militaire est un « *civil* », mais un enfant qui lance des pierres contre l'armée d'occupation est clairement un « *terroriste* » !

Justice internationale

Si les champions de la lutte contre les enfants « *terroristes* » et palestiniens peuvent dormir tranquilles, ceux qui se rangent contre les « *civils* » à l'œuvre en Libye seront déférés à la Cour pénale internationale. Et les militaires et les hommes politiques qui commandent l'appareil militaire ne seront pas les seuls à risquer d'être déférés (et condamnés). Non, c'est un groupe beaucoup plus large qui est pris pour cible. Déjà dans *The Guardian* du 25 février Patrick Wintour et Julian Borger expliquaient : « *Des officiers britanniques sont en train de contacter des personnels libyens de haut rang pour les mettre au pied du mur : abandonner Muhamar Kadhafi ou être jugés avec lui pour crimes contre l'humanité* » [5]. En effet, sur ce point les gouvernants de Londres et occidentaux en général ne cessent d'insister. Ils considèrent la Cour pénale Internationale comme Cosa Nostra, c'est-à-dire comme un « *tribunal* » mafieux. Mais le point le plus important et le plus révoltant est ailleurs : ceux qui sont menacés d'être emprisonnés pour le reste de leur vie sont des fonctionnaires libyens, à qui n'est reproché aucun délit. C'est-à-dire qu'après être intervenus dans une guerre civile et l'avoir probablement attisée et en tous cas alimentée, après avoir lancé l'intervention militaire bien avant la résolution de l'ONU, Obama, Cameron, Sarkozy etc. continuent à violer les règles du droit international, en menaçant avec leur vendetta et leur violence de frapper, même après la fin des hostilités, ceux qui ne se rendent pas immédiatement à la volonté de puissance, de domination et de saccage exprimée par le plus fort. Et la novlangue aujourd'hui en vigueur transforme les victimes en responsables de « *crimes contre l'humanité* » et les responsables de crimes contre l'humanité en artisans de la « *justice internationale* ».

Pas de doute : en même temps qu'un appareil de destruction et de mort sans précédents dans l'histoire, c'est la novlangue qui fait

rage aujourd'hui : c'est-à-dire le langage de l'Empire.



Domenico Losurdo

Professeur d'histoire de la philosophie à l'université d'Urbino (Italie). Il dirige depuis 1988 la *Internationale Gesellschaft Hegel-Marx für dialektisches Denken*, et est membre fondateur de l'*Associazione Marx XXIesimo secolo*. Dernier ouvrage traduit en français : *Staline : histoire et critique d'une légende noire* (Aden, 2011).

Les articles de cet auteur 

Traduction Marie-Ange Patrizio

Les articles de cet auteur 

Envoyer un message 

[1] « [Crack SAS troops hunt Gaddafi weapons inside Libya](#) », par Mike Hamilton, *Sunday Mirror*, 20 mars 2011.

[2] « [C.I.A. Agents in Libya Aid Airstrikes and Meet Rebels](#) », par Mark Mazzetti et Eric Schmitt, *The New York Times*, 30 mars 2011.

[3] Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 24, p. 416-17 de l'édition italienne.

[4] Sur tout cela voir *Il linguaggio dell'Impero*, par Domenico Losurdo, Laterza, Roma-Bari, 2007, chap. I, § 13

[5] « [Libya : UK officials tell Gaddafi loyalists to defect or face war crimes trial](#) », par Patrick Wintour et Julian Borger, *The Guardian*, 25 février 2011.

Libye
Communication